



BRÈVES MACRO ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE AUSTRALE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE PRETORIA

Semaine 31 - du 30 juillet au 5 août 2021

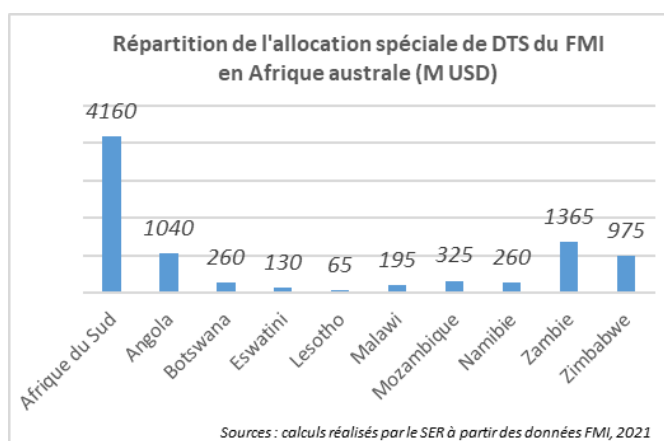
Au programme cette semaine

- **Afrique du Sud** : Baisse marquée des indicateurs de confiance au mois de juillet
- **Afrique du Sud** : Annonce d'un important programme de relance budgétaire
- **Angola** : Publication d'un rapport d'analyse par le FMI
- **Botswana** : Légère croissance du PIB au premier trimestre 2021
- **Zambie** : Appréciation inédite du kwacha ces dernières semaines
- **Zimbabwe** : Le ministre des Finances présente son budget de mi-parcours

Zoom sur l'allocation spéciale de DTS approuvée par le FMI

Le 2 août, le conseil d'administration du FMI a approuvé une allocation générale de Droits de Tirages Spéciaux (DTS) pour un montant équivalent à 650 Mds USD – pour rappel, les DTS sont des actifs de réserves internationales créés par le FMI. La dernière allocation générale avait été réalisée en 2009 pour soutenir l'économie mondiale dans le contexte de la crise financière, mais pour un montant bien moindre (292 Mds USD). Les fonds seront alloués le 23 août à

l'ensemble des pays membres du Fonds, sans contrepartie, au prorata de leurs quotes-parts. Concrètement, cet argent frais va permettre de renforcer les réserves de change des pays, de combler leurs besoins de financement externe et de donner des marges de manœuvre financières aux gouvernements. Selon les calculs du SER, les pays d'Afrique australe devraient bénéficier d'environ 9 Mds USD (soit 1,3% du total de l'allocation). Les principaux bénéficiaires dans la sous-région seront l'Afrique du Sud (4,1 Mds USD), la Zambie (1,4 Md USD), l'Angola et le Zimbabwe (1 Md USD).





📍 Afrique du Sud

Baisse marquée des indicateurs de confiance au mois de juillet (ABSA)

Au mois de juillet, l'indice *Purchasing Manager's Index* (PMI) pour le secteur manufacturier s'est élevé à 44 points après 57 points le mois précédent. L'indicateur enregistre ainsi sa plus forte baisse depuis le mois d'avril 2020, au plus fort de la crise, passant nettement sous la barre des 50 points (signe de contraction de l'activité selon la perception des chefs d'entreprises). L'indice PMI global a suivi une tendance similaire : en baisse de cinq point pour atteindre 46 points. Ces évolutions s'expliquent par **i)** les mesures mises en place à la fin du mois de juin pour contrer la troisième vague de Covid-19 –couvre-feu avancé à 21h, fermeture des restaurants et de nombreux lieux accueillant du public, interdiction de franchir les frontières du Gauteng sans motif impérieux ; **ii)** la vague d'émeutes et de pillages sans précédent survenues dans le pays au début du mois (destruction des infrastructures et des outils de production, nouveau coup porté à la confiance des agents, désorganisation des chaînes logistiques). A noter que les analystes ont affiné leur évaluation de l'impact de ces événements sur la croissance : la plupart d'être eux, dont l'agence Moodys, ont décidé de retrancher 0,7 point à leurs prévisions de croissance pour 2021.

Annnonce d'un important programme de relance budgétaire (National Treasury)

Le 28 juillet, le ministère des Finances a annoncé la mise en place d'un plan d'urgence budgétaire pour soutenir les ménages et les entreprises, en réponse à la crise des émeutes. Le plan s'élève à un peu moins de 40 Mds ZAR (2,3 Mds EUR), soit 0,7% du PIB . Il prévoit notamment **i)** la réintroduction de l'allocation exceptionnelle (*Social Relief of Distress*) de 350R à destination

des populations qui sont sans emploi et qui ne bénéficient d'aucun transferts sociaux, jusqu'au mois de mars 2021 - 70% du coût total du programme ; **ii)** le soutien à l'assureur public SASRIA pour faire face au surcoût de l'indemnisation des entreprises victimes de pillages ou de destructions (10%); **iii)** la réintroduction des mesures de chômage partielle TERS (14%) **vi)** un fonds de soutien en faveur des PME non couvertes par SASRIA (6%). Selon le ministère des Finances, l'ensemble de ces mesures ne sera pas financé par une augmentation du déficit et donc un recours accru à l'endettement, mais par le surplus de recettes budgétaires enregistré depuis le début de l'exercice fiscal – hausse générale de l'activité et surprofits réalisés par l'industrie minière grâce à la bonne orientation des cours des matières premières.

Conclusion de l'accord sur l'augmentation des salaires dans la fonction publique (PSCBC)

Après plusieurs mois de conflit, un accord a été trouvé le 27 juillet dernier entre le gouvernement et les principaux syndicats concernant l'augmentation des salaires dans la fonction publique. Les syndicats ont accepté l'offre du gouvernement qui prévoit une augmentation de 1,5% des salaires au titre de la progression des carrières – déjà inscrite au budget en cours – auquel va s'ajouter une prime exceptionnelle de 1 000 ZAR (60 EUR) nets par mois. Le coût de cette allocation est estimé à 20 Mds ZAR (1,2 Md EUR, soit environ 0,4 point de PIB). Toujours dans un souci de ne pas dégrader davantage la situation des finances publiques, le *National Treasury* a indiqué que la prime sera financée par des réallocations dans le budget en cours. A noter que cet accord ne porte que sur l'année budgétaire en cours, et non sur trois ans comme cela est habituellement le cas. De nouvelles négociations reprendront dès septembre. Si ces nouvelles négociations n'aboutissent pas, l'accord prévoit que la prime soit prolongée en 2022-2023.

Fort replis du cours de Prosus à la bourse de Johannesburg (JSE)

Dans la semaine du 26 juillet au 1er août, les actions du groupe néerlandais de solutions internet Prosus, coté sur la bourse d'Amsterdam et de Johannesburg (JSE), ont enregistré un net recul (-7,5% au JSE, pour une capitalisation boursière de 10 Mds USD au JSE). Le groupe technologique sud-africain Naspers, maison mère de Prosus, également coté au JSE a connu une évolution similaire (-5%, pour une capitalisation boursière de 74 Mds USD). Prosus détient 28,9% du capital du géant chinois des réseaux sociaux et des jeux vidéo Tencent coté à la bourse de Hong Kong. Cette réaction en chaîne s'explique d'abord par le durcissement de la réglementation chinoise dans plusieurs secteurs dont l'économie numérique. Le recul de Tencent et des sociétés affiliées a également subi plusieurs annonces des autorités chinoises sur le caractère néfaste des jeux vidéos. A noter que la performance de l'indice globale *JSE All Share* a toutefois été préservée sur la période (+1,3%) grâce aux bonnes performances de l'industrie minière.

Angola

Publication d'un rapport d'analyse par le FMI

A l'issue de la cinquième revue du programme de financement en cours (*Extended Fund Facility*, pour un montant total de 3,8 Mds USD adopté en 2018), le conseil d'administration a approuvé le décaissement d'une nouvelle tranche de 770 MUSD en faveur de l'Angola. Selon le rapport publié à cette occasion, l'économie angolaise se remet progressivement des conséquences de la crise et les perspectives sont encourageantes (croissance estimée de 2,3% en 2021 après une recession de 4% en 2020), grâce en particulier à la hausse des cours du pétrole. Le rapport souligne que la réponse du gouvernement face à la crise a été appropriée : prudence dans la mise

en œuvre de nouvelles dépenses (filets de protection sociale notamment), dans la gestion des politiques budgétaires (rationalisation des dépenses, remboursement progressif des arriérés de paiement), et monétaires (contrôle de l'inflation). Toutefois, les défis structurels restent de taille : niveau élevé de l'endettement public (130% du PIB à la fin de l'année 2020), forte dépendance au secteur pétrolier, poids des entreprises publiques, régulation et assainissement du système financier, etc.). Par ailleurs, l'impact social de la crise a été particulièrement importante : augmentation du taux de pauvreté (seuil de 1,9 USD) de 2 points à 53%.

Botswana

Légère croissance du PIB au premier trimestre 2021 (Statsbots)

Selon l'agence nationale de statistiques, le PIB a augmenté de 0,7% au premier trimestre 2021, par rapport à la même période l'an passé. Il s'agit du premier rebond, certes très modéré, après trois trimestres consécutifs de contraction de l'activité (successivement -26% ; -4,4% et -4,6%). Sur le plan sectoriel, la croissance a été portée par les bonnes performances de la distribution (+11,4% pour une activité représentant 11% du PIB en 2020), des services financiers (+8,3% pour 6% du PIB) ainsi que de l'administration publique (+5,4% pour 18,4% du PIB). A l'inverse, on observe de mauvaises performances dans les secteurs minier (-12% pour 11% du PIB) –mesures mises en place au début de l'année pour faire face à la seconde vague de Covid et mesures particulières instaurées dans les mines pour protéger les travailleurs ; et dans l'hôtellerie et la restauration (-33,8% pour 2% du PIB), alors que la reprise du tourisme international n'est pas attendue avant 2022.

Zambie

Appréciation inédite du kwacha ces dernières semaines (BoZ)

Au 5 août la parité de la monnaie zambienne s'établissait à 19,2 ZMW pour 1 USD, soit une appréciation de près de +18% sur un mois. Le kwacha n'avait plus atteint un tel niveau depuis le 25 août 2020. Cette évolution s'explique i) en premier lieu, par l'intervention de la banque centrale (*Bank of Zambia – BoZ*) sur le marché des changes en très forte augmentation depuis la mi-juillet – grâce notamment aux importantes réserves reconstituées suite à l'augmentation des cours du cuivre. Dans une moindre mesure, ce mouvement s'explique aussi par le regain d'intérêt des investisseurs étrangers pour les obligations souveraines domestiques – les marchés anticipant la conclusion d'un accord avec le FMI après les élections générales du 12 août.

Zimbabwe

Le ministre des Finances présente son budget de mi-parcours (*Ministry of Finance*)

Le 29 juillet, le ministre des Finances a présenté devant le Parlement le budget de mi-parcours pour 2021, révisant à la marge le budget initial. Tout d'abord, le ministère des Finances a réhaussé sa prévision de croissance de 0,4 point, pour atteindre 7,8%, tablant sur les très bonnes performances du secteur agricole et sur l'augmentation des cours des matières premières. La stabilisation du cadre macroéconomique, engagée depuis maintenant une année est aussi de nature à soutenir l'activité – taux d'inflation sur un an a atteint 56% au mois de juillet, après 106% au mois de juin, marquant le 12^{ème} mois consécutif de dérive de l'indicateur. Sur le premier semestre, les revenus ont dépassé les attentes (+9% par rapport au budget initial). Les dépenses publiques ont aussi été plus élevées qu'attendues (+4%). Le gouvernement table toujours sur un déficit de 1,3% du PIB. A noter que l'augmentation de salaire des fonctionnaires de 50% annoncée par le Ministre des Finances n'est pas inscrite dans le budget révisé.

Evolution des principales monnaies de la zone par rapport au dollar américain

	Taux de change au 15 juillet 2021	Evolution des taux de change (%)			
		Sur 1 semaine	Sur 1 mois	Sur 1 an	Depuis le 1 ^{er} janvier
Afrique du Sud	14,4 ZAR	1,6%	-1,1%	22,0%	2,0%
Angola	633,6 AOA	0,1%	1,0%	-8,6%	2,3%
Botswana	10,8 BWP	1,2%	-0,2%	6,4%	-1,3%
Mozambique	63 MZN	0,0%	-0,2%	11,6%	17,7%
Zambie	19,2 ZMW	-0,3%	17,6%	-4,5%	10,2%

Note de lecture : un signe positif indique une appréciation de la monnaie.

Source : OANDA (2021)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international